

L'analyse comparative entre les sexes +

**Guide sur le
gouvernement ouvert
inclusif**





Le présent guide a été conçu afin d'aider les pays membres du Partenariat pour un gouvernement ouvert à appliquer l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) à l'ensemble des engagements relatifs au gouvernement ouvert et à garantir que leurs engagements et leurs processus de création conjointe soient inclusifs.

Table des matières

Sommaire	5
Trousse d'outils de l'ACS+ : rapport « Ce que nous avons entendu » ...	8
1.0 Introduction et définition.....	12
1.1 Qu'est-ce qu'un gouvernement ouvert inclusif?	12
1.2 Pourquoi est-ce important d'être inclusif?	14
2.0 Guide sur l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+)	18
2.1 Qu'est-ce que l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+)?.....	18
2.2 Pourquoi utiliser l'ACS+ dans les initiatives pour un gouvernement ouvert?	19
2.3 Comment appliquer l'ACS+ aux initiatives pour un gouvernement ouvert.....	20
2.4 L'ACS+ en pratique : mettre en application les pratiques exemplaires et poser des questions clés	28
3.0. Études de cas.....	34
3.1 Leçons retenues du Plan d'action national 2018-2020 pour un gouvernement ouvert du Canada.....	34
3.2 Étude de cas : Bâtir des services d'intégration des genres	39
3.3 Étude de cas : Évaluation d'un profil d'information sur le rendement	41
Façons d'améliorer ce profil d'information sur le rendement.....	44

4.0 Création collective inclusive	46
4.1 Importance des processus inclusifs de création collective.....	46
4.2 Pratiques exemplaires de création collective inclusive	46
5.0 Ressources supplémentaires	52
5.1 Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	52
5.2 Centre de recherches pour le développement international	52
5.3 Morris J. Wosk Centre for Dialogue.....	52
6.0 Notes de fin.....	53

Sommaire

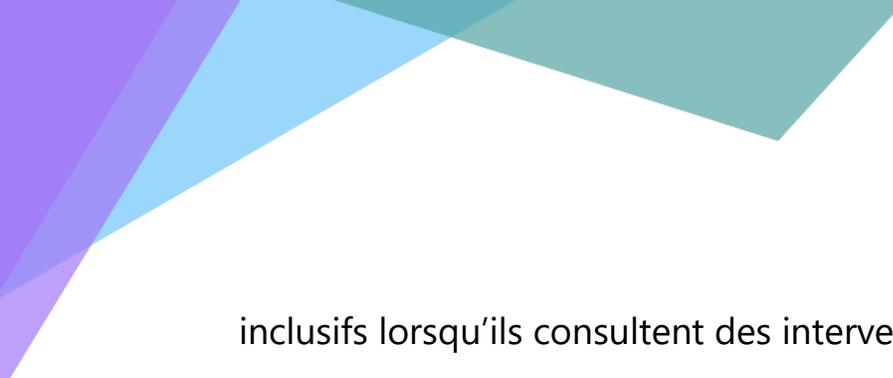
Bienvenue dans le guide sur l'[analyse comparative entre les sexes plus \(ACS+\)](#) et le gouvernement ouvert inclusif.

Ce guide vous présente des outils afin de mettre en application l'ACS+ et d'autres pratiques inclusives à l'appui des efforts déployés pour assurer un gouvernement ouvert. Il a été créé afin de soutenir les gouvernements qui souhaitent rendre leurs initiatives pour un gouvernement ouvert plus inclusives.

Cette trousse d'outils vise à présenter aux gouvernements de nouveaux outils et concepts afin de les aider à rendre leur gouvernement ouvert plus inclusif. La trousse d'outils est conçue afin de s'appliquer à un éventail de gouvernements, y compris ceux ne possédant pas une expérience approfondie de la mise en application de l'analyse comparative entre les sexes ou des pratiques exemplaires en matière d'inclusion.

La trousse d'outils comprend les sections principales suivantes :

- **L'analyse de rentabilité pour l'utilisation de l'ACS+ dans votre travail** : Dans cette section, on explique pourquoi il est important que les efforts déployés pour assurer un gouvernement ouvert soient inclusifs. L'approche de l'ACS+ à l'égard de l'inclusion et du gouvernement ouvert reconnaît et remet en question les déséquilibres de pouvoir, le manque d'accès et les obstacles systémiques.
- **Un aperçu de l'ACS+** : Dans cette section, vous en apprendrez plus sur l'ACS+. Elle explique comment appliquer l'ACS+ dans vos travaux en matière de gouvernement ouvert. Elle montre également un exemple concret sur la façon d'envisager l'application de l'ACS+ dans un projet précis de gouvernement ouvert.
- **Études de cas de la mise en application de l'ACS+** : Cette section présente des exemples réels de l'ACS+ en pratique.
- **Considérations importantes pour la création conjointe** : Cette section se penche sur les stratégies pour concevoir des processus de création conjointe en vue de les rendre inclusifs. Elle comprend des considérations et des pratiques exemplaires en matière de création conjointe. Ces suggestions devraient aider les gouvernements à être plus



inclusifs lorsqu'ils consultent des intervenants et qu'ils créent conjointement des engagements au gouvernement ouvert.

Trousse d'outils de l'ACS+ : rapport

« Ce que nous avons entendu »

Une version provisoire de cette trousse d'outils sur l'ACS+ a été mise en ligne sur Google Docs et y a fait l'objet d'une consultation du 5 au 27 avril 2019. De nombreux participants ont ainsi pu formuler leurs suggestions. Après la période de consultation, les commentaires ont été examinés et intégrés à la trousse d'outils.

Ce que nous avons entendu

Au cours de ces trois semaines, 91 commentaires ont été formulés sur la trousse d'outils de l'ACS+, dont 72 ont été intégrés au document. Les commentaires portaient sur ce qui suit :

- la nécessité d'avoir un langage plus inclusif;
- la nécessité de rendre les consultations plus accessibles;
- la façon de cerner et de traiter les déséquilibres de pouvoir;
- les préjugés sexistes dans les données.

Les participants à la consultation nous ont suggéré d'utiliser des termes plus inclusifs dans la trousse d'outils. Parmi les autres suggestions, notons l'utilisation d'un langage qui reconnaît plus clairement les groupes intersectionnels et sous-représentés. Il a aussi été suggéré de parler davantage des personnes handicapées et des Autochtones et d'utiliser des termes plus inclusifs (par exemple, éviter le terme « citoyens », qui peut avoir des connotations juridiques particulières).

Propositions de contenu supplémentaire

On nous a dit que nous devrions examiner des facteurs supplémentaires dans la section sur les recommandations, particulièrement dans la section sur la conception des consultations afin de les rendre accessibles dans des espaces publics et en ligne. Parmi les autres facteurs supplémentaires, notons:

- l'accès à un transport en commun abordable;
- la nécessité d'avoir des interprètes gestuels;
- la nécessité d'avoir des traducteurs.

Dans les commentaires, on a aussi mentionné que les équipes chargées de l'élaboration de politiques devaient analyser leur propres privilèges et

dynamiques de pouvoir. Les participants ont encouragé les gouvernements à donner aux équipes des politiques une formation sur l'ACS+ et à régler les préjugés inconscients. Les équipes de politiques devraient inclure des individus issus de divers milieux afin d'assurer que les politiques soient inclusives et efficaces.

Enfin, on rappelait, dans les commentaires, que les gouvernements n'ont souvent pas de données de grande qualité réparties ventilées selon le sexe. Les commentaires ont aussi mis de l'avant le fait que les données existantes peuvent avoir été collectées ou publiées avec des biais de genre.

Sans données ventilées, les décideurs n'ont qu'une capacité limitée pour élaborer des politiques efficaces et atteindre des parties prenantes diversifiés.

Remerciements

Cette trousse d'outils est le fruit d'un effort collectif déployé par l'équipe du gouvernement ouvert du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Elle comprend des commentaires du ministère des Femmes et de l'Égalité des



genres, du Centre de recherches pour le développement international et du
Partenariat pour un gouvernement ouvert.

1.0 Introduction et définition

1.1 Qu'est-ce qu'un gouvernement ouvert inclusif?

Le gouvernement ouvert signifie une culture de gouvernance qui :

- favorise une plus grande ouverture et responsabilisation;
- accroît la participation du public à l'élaboration de politique et à la conception de services;
- crée un gouvernement plus efficace et réceptif.

En essence, le gouvernement ouvert est synonyme de transparence, de responsabilité et de participation du public.

Une transparence accrue dans les processus décisionnels peut rendre le gouvernement plus responsable et améliorer la confiance du public. Le fait de mettre l'information à la disposition du public et d'être ouvert aux commentaires peut également accroître la participation du public, ce qui, en fin de compte, renforce la démocratie.

Plaidoyer en faveur d'un gouvernement ouvert inclusif

Un gouvernement inclusif reconnaît que les structures gouvernementales traditionnelles sont parsemées d'obstacles à la participation du public. Ces obstacles peuvent empêcher des segments de la population de participer ou de bénéficier des initiatives du gouvernement. Un gouvernement inclusif tente d'éliminer ces obstacles.

Les initiatives d'un gouvernement ouvert inclusif peuvent :

- aider les gouvernements à tenir compte d'autant de voix que possible lorsqu'ils prennent des décisions et offrent des services;
- garantir que les décisions du gouvernement reflètent des points de vue diverse et qu'elles répondent aux besoins de tout le monde; permettre aux gouvernements de tirer profit d'une plus grande variété de connaissances ce qui permettrait, en retour, des politiques et des programmes plus efficaces.

Un gouvernement inclusif n'est pas automatiquement un gouvernement ouvert. Un gouvernement ouvert n'est pas nécessairement un gouvernement inclusif. Les deux concepts vont toutefois de pair. Ils visent

tous deux à accroître la participation et à réduire les obstacles. Il est important d'être à la fois ouvert et inclusif afin d'obtenir de meilleurs résultats pour tous.

Comment pouvons-nous donc obtenir ces résultats en tant que spécialistes du gouvernement ouvert? La section 2.0 du présent guide présente l'ACS+, un outil pouvant aider à créer des initiatives, des projets, des politiques et des programmes inclusifs.

1.2 Pourquoi est-ce important d'être inclusif?

On trouve dans ce guide des instructions sur le recours à l'ACS+ pour créer, créer conjointement, examiner et évaluer des initiatives de gouvernement ouvert en vue de les rendre plus inclusives.

Lorsque nous parlons de gouvernement ouvert, nous devrions nous poser la question suivante : « le gouvernement ouvert, mais pour qui »? Lorsque nous ouvrons les gouvernements, nous devrions les ouvrir pour tous.

Le mouvement sur le gouvernement ouvert à l'échelle mondiale a réussi à accroître la collaboration et à rapprocher les personnes de leurs gouvernements. Malgré ces réussites, il y a encore du travail à faire.

Exemples de domaines dans lesquels plus de progrès et une meilleure inclusion sont nécessaires:

- l'information du gouvernement;
- les données ouvertes
- les occasions de participer

Information du gouvernement

La transparence du gouvernement est destinée à tous; cependant, bon nombre de personnes n'ont pas :

- un accès à internet de base;
- la littéracie numérique requise pour pouvoir utiliser les données du gouvernement ouvert.

De nombreux représentants de la société civile font encore remarquer l'absence de données de qualité sur le sexe. Ce manque de données

entrave le besoin de données des femmes et des personnes non binaires afin qu'elles puissent se défendre plus efficacement en leur propre nom.

Données ouvertes

Même lorsque des données de grande qualité sont disponibles, des préjugés inhérents sont parfois intégrés à leur collecte et à leur publication. Ces préjugés rendent les données moins efficaces et fiables pour les processus décisionnels, l'analyse de données, la conception de programmes et les activités d'élaboration de politiques d'acteurs internes et externes. En outre, l'absence de données peut signifier que les gouvernements, les particuliers, la société civile et les acteurs du secteur privé ne possèdent peut-être pas l'information dont ils ont besoin pour verser des prestations à ceux qui en ont le plus besoin.

Occasions de participer

Bon nombre de gouvernements déploient des efforts pour organiser des activités ouvertes au public et qui semblent inclusives. Ces activités peuvent néanmoins être chargées de préjugés, selon la façon dont elles sont organisées et publicisées, l'endroit où elles le sont et le moment où elles le sont. Les gouvernements risquent de ne pas avoir la rétroaction de

personnes ou de groupes sous-représentés qui sont confrontés à des obstacles parce qu'ils :

- ne peuvent pas s'absenter du travail;
- habitent dans des régions rurales sans transport en commun fiable;
- vivent avec un handicap, ce qui rend impossible d'accéder à certains lieux ou services;
- n'ont pas les moyens d'accéder à un service de garde d'enfants.

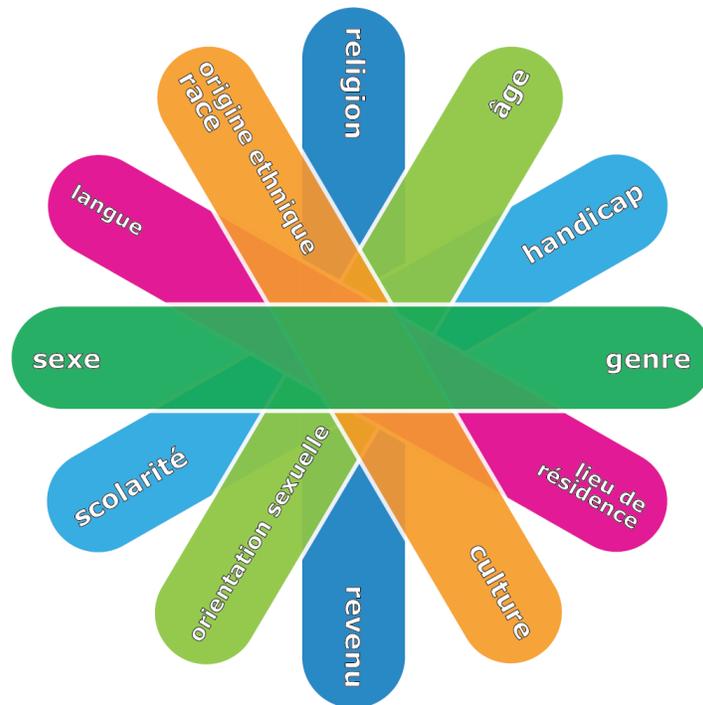
Les gouvernements peuvent faciliter la création de solutions à ces problèmes en portant attention, par exemple, aux services de garde d'enfants, aux rampes d'accès, au langage des signes ou à d'autres formes d'interprétation, à la reconnaissance des territoires autochtones et à l'utilisation de pronoms respectueux des genres.

L'approche de l'ACS+ peut contribuer à cerner ces obstacles et à les atténuer afin de garantir que la communauté du gouvernement ouvert soit inclusive.

2.0 Guide sur l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+)

2.1 Qu'est-ce que l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+)?

L'ACS+ est un processus analytique qui sert à évaluer les répercussions potentielles des politiques, des programmes et des initiatives sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes non binaires. Le « plus » de l'ACS+ reconnaît que l'ACS va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre). En plus du sexe et du genre, l'ACS+ prend en considération de multiples autres facteurs d'identité, comme le fait de vivre avec un handicap de nature physique ou mentale, la race, la nationalité ou l'origine ethnique, l'identité autochtone, l'âge, la langue et l'orientation sexuelle. L'ACS+ tient également compte d'obstacles systémiques et de leurs répercussions qu'elles soient escomptées ou pas, sur la vie des personnes.



2.2 Pourquoi utiliser l'ACS+ dans les initiatives pour un gouvernement ouvert?

Le simple fait qu'un gouvernement soit ouvert ne signifie pas qu'il soit accessible et inclusif. L'ACS+ permet aux gouvernements de mieux comprendre l'incidence inégale et inéquitable que les initiatives de gouvernement ouvert peuvent avoir. Cette information peut aider à:

- concevoir des initiatives de gouvernement ouvert qui profite à tout le monde;
- régler les inégalités dans les politiques et les services;
- accroître la mobilisation;
- minimiser les répercussions négatives;

- traiter les déséquilibres de pouvoir.

En 1995, le gouvernement du Canada s'est engagé à mener une ACS pour l'ensemble de ses lois, politiques et programmes futurs. En 2011, Condition féminine du Canada a donné un nouveau nom à l'analyse comparative entre les sexes. Le nom qu'on lui donne maintenant, soit l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) sert à montrer que ce type d'analyse va au-delà du sexe et du genre afin de prendre en considération d'autres facteurs d'identité diversifiés.¹ Ces droits sont inscrits dans la [Charte canadienne des droits et libertés](#). Le gouvernement a récemment renouvelé son engagement envers l'ACS+² et s'efforce de promouvoir l'utilisation de cet outil dans l'ensemble des ministères fédéraux.

2.3 Comment appliquer l'ACS+ aux initiatives pour un gouvernement ouvert

L'ACS+ vise à renforcer les initiatives pour un gouvernement ouvert en veillant à ce qu'elles profitent à tous. L'ACS+ remet en question la notion selon laquelle les initiatives pour un gouvernement ouvert sont toujours inclusives, par défaut.

L'ACS+ ne doit pas seulement servir d'outil d'évaluation pour des initiatives achevées. Elle doit plutôt être intégrée à toutes les étapes du cycle de conception de la politique ou du programme, y compris les suivantes :

- la création et la planification initiale;
- la mobilisation et la création conjointe;
- l'élaboration;
- la mise en œuvre;
- la surveillance et l'évaluation.

Avant de lancer votre initiative, il est crucial de mener une ACS+. Le fait d'utiliser l'ACS+ dès le début de votre projet et d'inclure la consultation et la mobilisation des intervenants pertinents peut mettre en lumière des problèmes imprévus qui mènent à des changements importants à des activités clés. Ces changements vous aideront à accroître l'inclusion et à atténuer les répercussions négatives.³

Dans l'image ci-dessous, on montre les diverses étapes de la mise en application de l'ACS+.



Voici des étapes à prendre en considération au moment de mettre en application l'ACS+ dans le cadre des efforts que vous déployez pour assurer un gouvernement ouvert.

1. La première étape consiste à **déterminer** le contexte de l'initiative pour un gouvernement ouvert et les questions liées au genre et à la diversité qu'elle suscite. Examinez tous les aspects, y compris l'engagement lui-même, sa mise en œuvre et les activités de mobilisation connexes.

Voici des questions à vous poser à cette étape :

- Comment différents groupes seront-ils affectés?
- L'initiative touchera-t-elle différemment des personnes ayant une identité différente?
- Collecterons-nous et publierons-nous des données dans le cadre de cette initiative? Dans l'affirmative, des données seront-elles recueillies auprès de groupes particuliers ou auprès de communautés marginalisées?

2. Ensuite, il est important de **remettre en question vos suppositions**.

Il peut sembler que l'initiative aura la même incidence sur tous ou qu'elle n'a aucune conséquence sur le genre ou la diversité, mais ce n'est souvent pas le cas. Il est important de remettre en question cette notion et de réfléchir à vos propres préjugés.

Voici des questions à vous poser à cette étape :

- Quelles suppositions remettrez-vous en question ? Songez à mener une analyse du pouvoir et du privilège avec votre équipe afin de permettre aux problèmes liés aux préjugés et à l'ignorance de faire surface.

- Quels renseignements personnels les personnes devront-elles fournir pour accéder à ce programme ou service? Quelles sont les considérations à intégrer au processus de demande afin que les groupes marginalisés se sentent à l'aise de donner des renseignements personnels au gouvernement?
 - Est-ce que des groupes différents (comme les hommes, les femmes, les jeunes ou les aînés) ont des niveaux d'accès différents aux outils utilisés dans le cadre de cette initiative (par exemple, des niveaux différents d'accès à internet ou de littéracie numérique)?
 - Quels sont les obstacles que les communautés doivent surmonter pour accéder à ce processus?
 - Est-ce qu'un groupe particulier utilise déjà une plateforme particulière? Serait-il plus facile pour ce groupe de participer par l'intermédiaire de cette plateforme particulière?
3. Après avoir cerné les répercussions possibles de votre initiative, vous devez ensuite **recueillir les faits**, en menant des recherches et des consultations pour en apprendre plus sur les répercussions de votre initiative et sur la façon de les gérer. Utilisez les données à votre

disposition; consultez les groupes sous-représentés et écoutez-les afin de collecter et d'interpréter les données correctement.

Voici les mesures à prendre à cette étape :

- Consultez votre analyse sur l'utilisation des données afin de déterminer les groupes ou les communautés qui utilisent les données et l'information.
- Consultez des organismes communautaires et les secteurs pertinents afin de comprendre leurs priorités en ce qui concerne les mesures gouvernementales.

4. Une fois que votre analyse quantitative et qualitative des données est terminée, la prochaine étape consiste à **élaborer des options et à formuler des recommandations**. Vous vous assurez que l'initiative donne des solutions aux répercussions négatives soulevées dans le cadre de votre exercice de collecte de données.

Voici les mesures à prendre à cette étape :

- Donnez accès à l'information que vous avez recueillie par l'intermédiaire d'une plateforme numérique conviviale gratuite et qui

n'exige pas aux utilisateurs de donner des renseignements personnels.

- Menez une analyse des répercussions sur la communauté.
 - Donnez un financement aux organismes qui offrent aux particuliers ou aux communautés dont les taux de littéracie numériques sont plus faibles une formation à cet égard.
 - Collaborer avec les ministères qui dirigent l'initiative afin de publier des données et d'analyser ce qui est important aux yeux des communautés consultées.
Obtenir les idées ou commentaires de la communauté sur les options et les recommandations et sur le moment de mettre à l'essai les outils.

5. Continuer d'utiliser l'ACS+ **pour surveiller et évaluer la mise en œuvre et les répercussions** de vos initiatives pour un gouvernement ouvert. Assurez-vous que votre évaluation cerne les groupes qui ont été touchés par l'initiative puisque les répercussions positives et négatives varieront en fonction des individus.

Voici les mesures à prendre à cette étape :

- Songez à des méthodes de recherche qualitatives pour en apprendre sur la façon dont les communautés participent à votre nouveau programme ou à votre nouvelle initiative et pour déterminer les communautés qui pourraient devoir faire l'objet d'une sensibilisation plus spécialisée (par exemple, dans communautés éloignées et rurales, il faudra peut-être envoyer des sondages sur papier ou tenir des réunions communautaires pour obtenir des commentaires, selon le niveau d'accès à Internet offert, ou donner accès aux sondages par l'intermédiaire d'organismes locaux).
- Permettre aux utilisateurs de faire part facilement de leurs préoccupations liées à l'initiative (par exemple, des préoccupations sur le type de données devant être publiées).

Enfin, il est important d'avoir un plan de mobilisation pour votre initiative dès le début. Un plan de mobilisation vous permettra de travailler de façon ouverte et de **communiquer** les résultats et les défis liés à l'utilisation de l'ACS+ dans votre organisation et à l'extérieur de celle-ci. Cette communication devrait avoir lieu tout au long de l'initiative, et pas seulement à la fin. Le fait de travailler de façon ouverte vous aidera à

documenter votre initiative, ce qui pourra éclairer vos projets à venir ainsi que les projets de d'autres personnes qui effectuent le même travail dans la communauté.

L'ACS+ doit être considérée comme un investissement dans l'efficacité et l'efficacité du gouvernement à long terme. L'ACS+ est une approche qui contribue à maximiser les efforts que déploie le gouvernement pour joindre des publics diversifiés. Le fait de remettre en question le caractère inclusif des initiatives pour un gouvernement ouvert et de poser des questions sur leurs répercussions sur des segments différents de la population devrait devenir un réflexe positif dans votre trousse d'outils pour l'élaboration de politiques.

2.4 L'ACS+ en pratique : mettre en application les pratiques exemplaires et poser des questions clés

Afin d'illustrer la façon dont vous pourriez suivre les étapes de l'ACS+ présentées ci-dessus, examinez l'exemple ci-dessous.

Exemple : Un gouvernement s'est engagé à créer un portail en ligne, qui sera un guichet unique pour des données et de l'information du

gouvernement ouvert. Dans le cadre de sa mise en œuvre, les intervenants souhaitent utiliser l'ACS+. Vous trouverez ci-dessous les types de questions ou de considérations auxquelles il pourrait réfléchir dans le cadre de son processus d'ACS+ pour créer le portail.

Déterminer

- Quel type de données ouvertes serait utile ou important pour le public? Quels types de données voudraient des communautés différentes?
- Publierons-nous des données sur des communautés en particulier ou des données collectées auprès de communautés marginalisées?
- Garantirons-nous que les données soient ventilées selon le genre, le sexe, l'âge, la religion, l'ethnie ou le fait de vivre avec un handicap? Élaborerons-nous un processus et un échéancier afin de garantir que les données soient ventilées ?

Remettre en question vos suppositions

Supposition : Nous devrions demander aux utilisateurs de créer un compte pour utiliser votre site Web puisqu'il sera ainsi plus facile de suivre leurs besoins.

Remettre en question

- Permettons-nous aux utilisateurs d'effectuer un choix seulement à partir d'un nombre limité d'options pour le genre? Cela pourrait-il cacher la diversité véritable des utilisateurs et faire en sorte que certaines communautés ne se sentent pas accueillies?
- Une fonction d'ouverture de session pourrait-elle décourager de la possibilité d'accéder à des données ouvertes?
- Y a-t-il des groupes marginalisés susceptibles d'être réfractaires à fournir des renseignements personnels au gouvernement?

Supposition : Chacun peut utiliser notre site Web gratuit

Remettre en question

- Des communautés différentes ont-elles des relations différentes avec internet ou un accès différent à celui-ci? Ont-elles des niveaux différents de littéracie numérique?

Recueillir les faits, effectuer des recherches et consulter

- Nous devrions consulter des données démographiques pour savoir quels groupes ou collectivités sont susceptibles de chercher des données et de l'information gouvernementales.
- Discutez afin de déterminer si le fait de divulguer de l'information ou de prendre d'autres mesures pourrait causer du tort à certaines communautés (par exemple, la divulgation de certaines données peut potentiellement blesser des victimes dans le cas de la violence fondée sur le sexe).
- Nous devrions consulter les données sur les différents taux de littératie numérique.
- Nous devrions consulter les organismes communautaires pour comprendre comment ils souhaitent nous aider à prioriser les données à publier.
- Nous irons au-delà des suspects habituels avec qui le gouvernement collabore généralement pour nous assurer que nos consultations sont aussi inclusives que possible.

Élaborer des options et formuler des recommandations

- Nous bâtirons un portail gratuit pour tous et qui n'exige pas aux utilisateurs de transmettre de l'information pour accéder à des données ouvertes.
- Nous collaborerons avec les ministères afin de publier des données importantes pour les communautés que nous avons consultées et nous assurerons le suivi des ensembles de données que nos utilisateurs demandent souvent.
- Nous mobiliserons des segments différents de la population et nous structurerons notre sensibilisation, notre consultation et notre prestation en fonction de leurs besoins, de leurs valeurs et de leurs caractéristiques.
- Nous continuerons de tenir des consultations en personne afin de garantir que même ceux qui n'ont pas accès à Internet puissent nous dire comment ils veulent accéder aux données du gouvernement.

Effectuer le suivi et évaluer

- Nous devrions songer à mener des sondages auprès des utilisateurs afin de nous aider à assurer le suivi de ceux qui utilisent notre portail et à déterminer les communautés qui pourraient avoir besoin d'une sensibilisation plus ciblée.
- Nous devrions permettre à nos utilisateurs de soulever facilement leurs préoccupations sur les types de données que nous publions, surtout lorsque ces données pourraient toucher leur communauté.
- Nous devrions prendre en considération les conséquences que pose le suivi des visiteurs de site web sur la protection de la vie privée et évaluer si l'utilisation des données récoltées lors de ce suivi profite ou nuit à la communauté marginalisée.
- Nous devrions continuer à investir dans les initiatives de littératie numérique et analyser les données pour connaître les compétences des utilisateurs et leurs niveaux de littératie.

3.0. Études de cas

3.1 Leçons retenues du Plan d'action national 2018-2020 pour un gouvernement ouvert du Canada

Il était important que le [Plan d'action national du Canada pour un gouvernement ouvert de 2018-2020](#) soit inclusif, surtout lorsqu'il est question du genre. C'est pourquoi le gouvernement du Canada a inclus un engagement à mettre à l'essai des pratiques exemplaires pour assurer une mobilisation et un dialogue inclusifs. Le gouvernement du Canada a également commencé à mettre en œuvre l'ACS+ dans le cadre de mobilisation et de consultations du public et à élargir l'accès à des données pertinentes sur le genre et l'inclusion.

Dans le cadre de l'engagement à l'égard de l'inclusion, on a mené un examen féministe et inclusif de la version provisoire des engagements. Cet examen visait à s'assurer que le plan d'action national prenait en considération les besoins des femmes et d'autres groupes à la recherche d'équité.⁴ L'équipe a d'abord songé à mener l'examen. Mais les membres du Forum multi-intervenants sur le gouvernement ouvert ont suggéré que l'examen soit mené par des experts externes. Afin d'atteindre les résultats

de l'objectif, quatre professionnels des domaines de la technologie, de l'activisme féministe et du milieu universitaire ont été invités à mener l'examen en vertu d'un contrat.

Les examinateurs pairs ont porté à l'attention de l'équipe du gouvernement ouvert de nombreuses questions importantes. À titre d'exemple, dans la version provisoire du plan d'action national, on s'engageait à améliorer le site Web du gouvernement du Canada, ouvert.canada.ca. Les examinateurs ont soulevé des questions sur l'objectif d'améliorer le site Web ouvert.canada.ca, y compris les suivantes :

- Le site ouvert.canada.ca est-il optimisé pour les tablettes, les appareils mobiles et les ordinateurs portables?
- Le site ouvert.canada.ca respecte-t-il la Norme sur l'accessibilité des sites Web?

Dans la version provisoire du plan d'action national, on s'engageait aussi à élaborer une stratégie sur les données du gouvernement du Canada à l'ère du numérique. Les examinateurs ont soulevé les questions suivantes :

- Cette stratégie visait-elle le gouvernement seulement ou était-elle ouverte à tous?
- Quel est le processus de mobilisation?
- Comment les intervenants participeront-ils au processus de consultation?
- Comment peut-on élaborer une stratégie sur la littéracie relative aux données?

Enfin, on s'engageait aussi dans la version provisoire du plan d'action national à étendre l'accès à des données pertinentes sur le genre et l'inclusion en temps opportun. Voici certaines des recommandations formulées par les examinateurs en fonction de l'ACS+ :

- Déterminer les données dont les femmes, les membres de la communauté LGBTQ²⁵ et les organismes communautaires qui représentent des communautés marginalisées ou sous-représentées ont besoin. Pour ce faire, il faut consulter ces groupes.
- Veiller à adopter une approche intersectionnelle à l'égard de la collecte de données.
- Créer des données gouvernementales désagrégées qui tiennent compte des identités intersectionnelles.

- Inclure le travail non rémunéré et la main-d'œuvre soignante lors de la conception des processus de mobilisation du public. Offrir également des options de participation qui tiennent compte de ceux qui pourraient devoir offrir des services de garde d'enfants ou qui n'ont peut-être pas des heures de travail régulières.

L'équipe du gouvernement ouvert s'est penchée sur ces questions et ces recommandations afin de créer la version finale du plan d'action national. Il est important de mentionner qu'il a été impossible d'inclure toutes les recommandations formulées dans le cadre de l'examen par les pairs au plan définitif. Certaines recommandations dépassaient la capacité actuelle de notre équipe; elles seront prises en considération à l'avenir.⁶ Les gouvernements doivent s'efforcer d'être inclusifs, puis établir des priorités et prendre des engagements fondés sur les ressources dont ils disposent. L'ACS+ nous oblige à reconnaître qu'on peut toujours faire mieux.

L'équipe du gouvernement ouvert a obtenu une rétroaction précieuse par l'intermédiaire de l'examen féministe et inclusif de la version provisoire du plan d'action national du Canada. Ces commentaires comprenaient :

- Un gouvernement ouvert féministe et inclusif ne devrait pas être une question traitée de manière indépendante ou un engagement distinct.
- Le féminisme et l'inclusion devraient être étroitement liés au plan d'action national en entier.
- Tous les engagements devraient s'efforcer d'être inclusifs et reconnaître les conséquences prévues et imprévues sur les femmes, les filles et les personnes de genre non binaire.

À la suite de cette recommandation formulée par les examinateurs pairs, le gouvernement du Canada s'est engagé à maintenir un dialogue ouvert féministe et inclusif. Le gouvernement du Canada a également adopté plusieurs [principes pour orienter le plan](#), qui comprenait le féminisme et d'autres principes fondés sur la valeur fondamentale de l'inclusion, comme la réconciliation et l'accessibilité.

3.2 Étude de cas : Bâtir des services d'intégration des genres

Chacun mérite d'être reconnu et respecté lorsqu'il interagit avec le gouvernement du Canada. La façon dont le gouvernement collecte, utilise et affiche des renseignements sur le genre peut avoir une incidence directe sur la vie d'une personne, surtout si elle ne s'identifie pas à son sexe à la naissance ou en tant qu'homme ou femme.

Scénario (fictif)

Michelle est une Canadienne transgenre. Elle a modifié son certificat de naissance et son permis de conduire afin de tenir compte de son identité sexuelle actuelle. Pour ce faire, elle a rempli un formulaire simple. Michelle ne savait pas si elle devait modifier l'information sur son genre dans d'autres documents.

Un an plus tard, Michelle a perdu son emploi et a demandé d'obtenir un soutien du fédéral. Lorsqu'elle a présenté son certificat de naissance et son permis de conduire pour prouver son identité, sa demande a été signalée. Elle a appris que sa demande avait été signalée parce que l'information sur

l'identité sexuelle que le gouvernement du Canada avait au dossier était différente de celle qu'elle avait présentée. Michelle se sentait comme si on l'avait « exposée au grand jour ». Elle devait maintenant expliquer au gouvernement fédéral pourquoi l'information sur son identité sexuelle avait changé. Une enquête a été ouverte afin de régler le problème, mais elle a retardé le traitement de sa demande.

Deux ans plus tard, Michelle a obtenu un emploi au gouvernement du Canada. Elle avait travaillé pour le gouvernement fédéral alors qu'elle était étudiante, ce qui signifie qu'elle possédait déjà un dossier d'employé. Après avoir expliqué le changement de son identité sexuelle à l'agent du gouvernement fédéral, elle a cru que celle-ci serait correctement indiquée dans tous les dossiers du gouvernement. Toutefois, lorsque Michelle a reçu sa lettre d'offre, on a utilisé le mauvais titre honorifique pour s'adresser à elle. Cette situation a rendu Michelle très mal à l'aise. Elle devait maintenant expliquer à son nouveau patron et au département des ressources humaines que l'information indiquée dans son ancien dossier d'employé ne tenait pas compte de son identité sexuelle actuelle.

3.3 Étude de cas : Évaluation d'un profil d'information sur le rendement

Programme (fictif) : promotion de l'égalité entre les sexes dans les secteurs des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM)

Description

Le programme :

- fait la promotion de l'égalité entre les sexes dans la poursuite d'étude en STIM en menant des campagnes d'information dans les écoles secondaires;
- encourager les groupes sous-représentés à faire carrière dans les domaines STIM en offrant des bourses pour suivre la formation pertinente dans des collèges.

Résultats du programme: immédiatement

Résultats	Indicateur	Cible	Base de référence
Les filles sont au courant des possibilités dans les domaines STIM	Nombre de séances de campagne d'information dans les écoles secondaires	250 au cours de l'exercice 2019-2020	120 au cours de l'exercice 2012-2013
Les filles sont au courant des possibilités dans les domaines STIM	Nombre de demandes de bourses reçues d'élèves admissibles	50 aux cours de l'exercice 2019-2020	10 au cours de l'exercice 2012-2013
Les filles ont accès à des possibilités dans les domaines STIM	Nombre de bourses octroyées	250 au cours de l'exercice 2019-2020	20 au cours de l'exercice 2012-2013
Les filles ont accès à des possibilités dans les domaines STIM	Pourcentage de bourses dans les domaines STIM octroyées à des femmes	50% au cours de l'exercice 2019-2020	25% au cours de l'exercice 2012-2013

Résultat du programme: intermédiaire

Résultat	Indicateur	Cible	Base de référence
L'écart entre les sexes chez les diplômés en STIM est réduit	Pourcentage de diplômés en STIM qui sont des femmes	43% d'ici 2030	33% en 2011

Résultat du programme: ultime

Résultat	Indicateur	Cible	Base de référence
L'écart entre les sexes dans les professions en STIM est éliminé	Pourcentage de postes en STIM occupés par des femmes dans des universités et dans les secteurs du privé et du public	50% d'ici 2035	28% en 2011

Façons d'améliorer ce profil d'information sur le rendement

L'évaluateur pourrait songer à poser les questions suivantes :

- Les indicateurs actuels suffisent-ils à collecter les données requises pour mener une ACS+ complète?
- Les données disponibles à l'heure actuelle peuvent-elles être ventilées selon le genre et d'autres facteurs d'identité comme la race, l'ethnie ou le statut d'immigrant?
- Quels sont les autres facteurs d'identité croisés qu'il est important de prendre en considération?
- Faut-il ajouter d'autres indicateurs pour répondre aux extrants et aux résultats dans le modèle logique et la théorie du changement?

Même s'il est possible de ventiler les données pour ces indicateurs selon le sexe, elles ne donnent pas suffisamment d'information sur l'écart entre les sexes dans les domaines STIM. Il ne suffit pas de mesurer la quantité de la représentation; il faut aussi en mesurer la qualité. À titre d'exemple, les données sur le pourcentage de diplômés qui sont des femmes ne précisent pas le niveau de scolarité qu'elles ont obtenu (baccalauréat, maîtrise ou doctorat). De même, les données sur le pourcentage de postes dans des



domaines STIM occupés par des femmes n'indiquent pas le titre de ces postes.

4.0 Création collective inclusive

Comme vous l'avez maintenant vu, il est possible d'appliquer l'ACS+ à de nombreuses activités, en ligne et hors ligne. Voici ci-dessous un exemple de la façon dont on peut appliquer l'ACS+ au processus de création collective d'un plan d'action national.

4.1 Importance des processus inclusifs de création collective

Il est important d'utiliser les principes de l'ACS+ tout au long du processus de création collective d'un plan d'action national. Si les gouvernements veulent que leurs plans d'action nationaux répondent aux besoins des personnes, il est important de les faire participer à l'élaboration des plans.

4.2 Pratiques exemplaires de création collective inclusive

Les pratiques exemplaires de création collective inclusive sont mises à l'essai dans la communauté du gouvernement ouvert. Voici quelques éléments dignes de mention qui peuvent accroître l'inclusion.

Évaluer les obstacles à la participation

Examinez les obstacles possibles à la participation dès le début du processus de planification de l'activité et répondez-y. Ces obstacles peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter :

- le lieu où l'activité se déroule;
- l'absence de services de garde;
- aucun accès au transport en commun;
- une faible littéracie numérique;
- des endroits non accessibles.

Accessibilité

Assurez-vous que votre activité respecte la [Loi canadienne sur l'accessibilité](#), peu importe si l'activité a lieu en ligne ou en personne, en faisant ce qui suit :

- suivre les exigences énumérées dans la [Norme sur l'accessibilité des sites Web](#);
- utiliser des immeubles dotés de rampes d'accès et d'ascenseurs;
- offrir des services d'interprètes gestuels ou de traducteurs de langues diverses.

Partenariats

Certaines communautés ont toujours été sous-évaluées pendant les processus de consultation. Certaines populations marginalisées risquent de ne pas avoir les ressources nécessaires pour être tenues informées de ces consultations. Cela limite leur possibilité de participer. Il est important d'établir des relations de confiance significatives avec les groupes sous-représentés. Cela assurera que leurs voix soient prises en compte dans le processus décisionnel du gouvernement. L'inclusion des voix et des points de vue marginalisés aux processus de consultation créera un espace où des décisions plus solides et plus représentatives pourront être prises.

Connaissance de la communauté

Avant de mobiliser une communauté, essayez de faire des recherches sur celle-ci afin d'en savoir plus sur la diversité que l'on y trouve. Voici des questions que vous pourriez vous poser pendant vos recherches :

- Quelles sont les priorités clés de la communauté?
- Connait-elle des tensions internes dont vous devriez être au courant?
- En ce qui concerne les communautés autochtones, quels sont les protocoles liés à la mobilisation de la communauté?

- Y a-t-il des choses que vous devriez savoir afin de faciliter votre mobilisation sans y intégrer vos propres préjugés?

Outils et technologie

Offrez un éventail de façons de participer (comme en ligne ou en personne) afin de permettre aux personnes de le faire de la façon qui leur convient le mieux. L'offre d'outils de communication efficaces est indispensable dans le cadre de vos consultations. Vous garantirez ainsi que les consultations soient inclusives, stratégiques et qu'elles aient une grande portée. À titre d'exemple, vous pourriez offrir des appareils mobiles connectés à internet pendant les consultations en personne. De cette façon, les personnes sans accès à internet pourront faire entendre leur voix dans un espace numérique.

Heure

Parlez aux communautés d'intervenants. Sachez l'heure qui leur convient mieux et organisez votre activité en fonction de leur rétroaction. Donnez autant de préavis que possible afin de permettre aux personnes de prendre les dispositions requises pour participer.

Mécanismes d'aide

Le fait d'avoir un animateur externe formé en ACS+ pour mener la consultation peut donner lieu à des réponses plus sincères. L'animateur n'a peut-être pas les mêmes préjugés systémiques que pourrait avoir un fonctionnaire du gouvernement. Les personnes peuvent se sentir plus à l'aise d'exprimer leurs idées à un animateur tiers parce qu'il n'est pas un représentant direct du gouvernement.

Lieux

Organisez votre activité dans un lieu communautaire accessible où la fréquentation est importante; par exemple :

- les centres pour les jeunes;
- les bibliothèques;
- les centres communautaires.

S'il est difficile d'accéder au lieu en empruntant le transport en commun, songez à offrir un service de transport. Parlez à votre communauté d'intervenants et déterminez l'endroit où elle se sentirait la plus à l'aise.

Considérations en fonction du genre

Assurez-vous que votre équipe et vous ayez suivi une formation sur l'ACS+ avant de lancer le processus de consultation. Élaborez vos questions de consultation en adoptant une perspective fondée sur le genre et assurez-vous qu'une variété de voix de femmes et de personnes non binaires soit présente.

Suivi

Montrez à la communauté que vous l'avez écoutée en utilisant ses commentaires pour influencer vos processus décisionnels. Dans la mesure du possible, enchâissez les processus décisionnels qui donnent aux communautés le pouvoir de faire des choix sur les politiques et les programmes qui les touchent. Les décideurs doivent approuver et comprendre ces processus; autrement, le processus décisionnel bureaucratique pourrait faire de l'ombre à la voix de la communauté. Communiquez les résultats aux collectivités participantes. Cela contribuera à maintenir les relations actuelles et à bâtir la confiance, ce qui accroîtra la participation aux consultations futures.

5.0 Ressources supplémentaires

5.1 Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

- [Démystifier l'ACS+](#)
- [Suivre le cours sur l'ACS+](#)
- [Guide pour la recherche en ACS+](#)
- [Aide-mémoire pour la recherche ACS+](#)

5.2 Centre de recherches pour le développement international

- [Nouvelle initiative Gouvernement ouvert et féministe.](#)
- [Une approche féministe à l'égard du gouvernement ouvert : investir dans l'égalité entre les sexes pour susciter un développement durable](#)

5.3 Morris J. Wosk Centre for Dialogue

- [Inclusion in Open Government](#) (en anglais seulement)

6.0 Notes de fin

¹ Pour en savoir plus sur l'histoire de l'ACS et de l'ACS+, veuillez vous reporter à [Historique de l'ACS+ – Jalons nationaux et internationaux](#)

² Pour en savoir plus sur l'histoire de l'ACS et de l'ACS+, veuillez consulter le [Plan d'action sur l'analyse comparative entre les sexes \(2016-2020\)](#).

³ Pour en savoir plus sur l'ACS+, consultez [Qu'est-ce que l'ACS+?](#)

⁴ Les groupes à la recherche d'équité renvoient aux groupes sociaux dont les membres se sont toujours vu refuser un accès égal aux services gouvernementaux. La *Loi sur l'équité en matière d'emploi* du Canada définit les groupes en quête d'équité comme étant les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles.

⁵ Le gouvernement du Canada utilise couramment l'abréviation LGBTQ2, qui signifie lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres, queer et bispirituels. À l'échelle internationale, on utilise souvent l'abréviation LGBTI, qui signifie lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres et intersexués.

⁶ Pour en savoir plus sur les principales recommandations, les façons dont elles ont été intégrées au plan et la façon dont elles peuvent être utilisées à l'avenir, veuillez consulter le [Rapport Ce que nous avons entendu sur les consultations de 2017-2018 sur le gouvernement ouvert.](#)